



Déclaration des représentants de l'Unsa-Éducation au CTSD du 17 février 2014

Nous sommes réunis aujourd'hui pour aborder le sujet de la poursuite de la mise en place de la réforme des rythmes scolaires dans le département de la Haute-Vienne. Sur ce point, notre fédération n'a pas tergiversé autour de ses engagements. Nous avons abordé la mise en place à notre manière, de façon pragmatique et responsable, en étant attentifs à ne pas opposer les attentes de nos collègues et l'intérêt de nos élèves. Les propositions sont variées, témoignages de discussions véritables mais aussi, parfois, de décisions arbitraires, ne l'ignorons pas, alors que le maître mot de la mise en place effective devrait sans doute être la souplesse. Nous avons essayé de jouer notre rôle de médiateur afin que, dans tous les cas, les choix des enseignants soient portés et les avis des conseils d'école soient retenus. Nous souhaitons que le comité de suivi instauré dans notre département n'interrompe pas son activité avec cette étape de mise en place généralisée et qu'il fasse un point régulier entre tous les partenaires, afin que toutes les améliorations souhaitables et souhaitées puissent être apportées.

Par ailleurs, c'est avec une grande surprise mais aussi une grande déception que nous avons pris connaissance de la dotation pour le Limousin à l'issue du Comité technique ministériel pour la rentrée 2014. Dans l'enveloppe académique de 13 postes pour le premier degré, les 10 postes dévolus à la Haute-Vienne ne permettront pas de faire face aux besoins en postes, en postes de remplaçants, de remettre à flot les Rased et de développer les priorités ministérielles (scolarisation des moins de 3 ans, dispositifs « plus de maîtres que de classes », formation initiale et continue).

L'indicateur national de comparaison du taux d'encadrement dans le premier degré, le P/E, nous attribue une des dernières places du pays depuis des années. Pour nous, il ne serait pas indu d'étudier sérieusement les raisons qui privent les élèves de notre département de moyens et de dispositifs qui peuvent exister ailleurs et imposent aux enseignants des conditions de travail toujours plus difficiles.

Nous sommes loin du plan de rattrapage dont nous aurions besoin pour que notre P/E corresponde à la moyenne nationale.

Concernant les collèges, les chiffres ne sont pas plus raisonnables : suppression de 13 postes transformés en 13 ETP d'heures supplémentaires.

De façon générale, sur le terrain, alors même que des efforts sont faits en termes d'emploi et de valorisation du métier, l'Éducation nationale est gagnée par le contexte de morosité ambiante et cela nous semble inquiétant. Les enseignants ressentent que le changement attendu n'arrive pas et que les mesures qui ont été prises ne sont pas concrètement palpables dans les conditions d'exercice du métier au quotidien.

Et pourtant, avec un travail important pour la mise en place de la réforme des rythmes scolaires, la concertation sur les nouveaux programmes, des classes surchargées, des collègues non remplacés, les enseignants n'ont ménagé, depuis 2012, ni leur temps ni leur énergie.

Mais comme si cela ne suffisait pas, ils ont du affronter également les attaques menées contre l'École publique et laïque par des groupuscules qui ont lancé une initiative de retrait des enfants de l'école. Jouant sur les peurs et la crédulité, cette mouvance où se rejoignent les intégrismes s'attaque à l'objectif de transmettre, dès le plus jeune âge, la culture de l'égalité et du respect entre les filles et les garçons. Dans le même temps, certains partis politiques « surfent » sur cette vague afin de remettre en cause les méthodes ou les outils utilisés par les enseignants de notre pays. Nous souhaiterions joindre à cette déclaration, le communiqué du Comité national d'action laïque.

(Lecture après la déclaration)

Nous devons affirmer à tous les niveaux de notre institution les valeurs positives et émancipatrices de la laïcité. L'affirmation des principes laïques de notre République et de notre École n'est pas synonyme d'exclusion : c'est exactement le contraire mais cela demande un engagement solidaire et assumé des éducateurs que nous sommes à tous les niveaux de la hiérarchie.

La méconnaissance de certains de nos concitoyens de cette vision globale de l'école laïque est un point dont nous devons tirer collectivement des leçons, de même que de son évitement au profit de « coups médiatiques » aux contours circonstanciés et aléatoires, dont la faiblesse des arguments devient paradoxalement une force de frappe qui éloigne les personnes du pragmatisme et de la tolérance.

Pour l'Unsa-Éducation, cet épisode nous montre que le combat laïque dans la sphère scolaire est toujours d'actualité et nous sommes résolument prêts à le livrer sans merci pour lutter contre ceux qui tentent d'imposer leur obscurantisme.